

Does Cote d'Ivoire shift the paradigm or adapt the methodology to manage Rural land with social equity?

Claire GALPIN, France

Key words: Cote d'Ivoire, Land reform, Governance

SUMMARY

Cote d'Ivoire was one of the first country in West Africa with an innovative and consensual land law. In 1998, the Parliament has voted the Rural Land Law (Loi 98-750 du 23 décembre 1998 sur le domaine foncier rural) unanimously. Initially aimed to recognize traditional and customary Land rights and to start implementing freehold ownership, its implementation is very poor 17 years later.

This presentation aims to describe the land certification process, identify the challenges and analyse how formalizing land policy (as recommended by AU Declaration) and using land tools (STDM, VGGT, F&G and LPI) could help the implementation's take off".

SUMMARY

La Cote d'Ivoire est un des premier pays d'Afrique de l'Ouest à avoir voté une loi innovatrice et consensuelle. En 1998, le Parlement a unanimement voté la loi sur le domaine foncier rural ((Loi 98-750 du 23 décembre 1998 sur le domaine foncier rural). Initialement pensée pour reconnaître les droits fonciers coutumiers et pour à terme mettre en oeuvre le droit de propriété privée, sa mise en oeuvre est très discrète 17 ans plus tard.

Cette présentation a pour objectif de décrire le processus de certification foncière, d'identifier les défis à relever et d'analyser comment en formalisant la politique foncière (tel que recommandé par la déclaration sur les questions et défis fonciers de l'union africaine) et en utilisant les outils fonciers actuels (Directives volontaires de la FAO, Cadre et directives de l'initiative de politique foncière, STDM), cela pourrait permettre l'accélération de sa mise en oeuvre.